

aux mesures nécessaires. Cela signifie instaurer un Etat fort qui fasse directement la politique de la grande bourgeoisie et qui en détermine les priorités par une planification indicative.

5. LES GRANDS ESPACES REFORMISTES...

L'avènement de l'Etat fort permet au mouvement ouvrier réformiste, social-démocratie ou stalinien, de ressortir l'arsenal du vocabulaire démocratique bourgeois. La polarisation du pouvoir à un bout de la société, sa concentration dans les mains de quelques monopoles instituerait une nouvelle « féodalité » et libérerait de grands espaces pour les manœuvres réformistes : il s'agirait de rassembler toutes les victimes lésées, dépouillées ou brisées par les monopoles pour restaurer la démocratie parlementaire.

En fait, il en va tout autrement : « Le monopole ne représente plus le pouvoir d'une minorité qui se superpose, comme un élément anormal et parasitaire aux lois et aux exigences du développement du système. Il représente au contraire l'élément coordinateur et propulseur d'un mécanisme de développement qui embrasse tout le corps social et en mobilise les forces en fonction des intérêts du capital et des lois de l'accumulation. Le monopole avec son pouvoir de planification et de décision n'est que l'instrument d'un pouvoir général, n'est qu'un élément d'un mécanisme complexe : celui du capital et de sa mise en valeur systématisée. Toute tentative pour limiter les pouvoirs d'un groupe monopolistique particulier qui ne procède pas d'une critique générale et radicale des lois de l'accumulation capitaliste, d'une critique du système en tant que tel risque de n'avoir jamais d'autre effet que de mettre en branle les résistances corporatistes et sectorielles au fonctionnement du système. Ainsi en est-il en pratique de toute lutte contre les monopoles conçue non comme un aspect de la lutte contre le capital, mais comme une lutte contre les concentrations de pouvoir qui menacent la démocratie et la libre concurrence. Une telle lutte finit, après de nobles et conciliantes déclarations, par stabiliser le système et par renforcer l'unique force vraiment oppressive dans notre société : le pouvoir impersonnel du capital » (Magri).

6. ... OU OMNIPRESENCE DU CAPITAL

Ainsi, contrairement aux illusions entretenues par le P.C., l'instauration de l'Etat fort ne signifie pas l'isolement du pouvoir des monopoles. A Nanterre, avant mai 1968, les étudiants en grève sur des problèmes revendicatifs s'étaient vus renvoyés du doyen au recteur, du recteur au ministre. Personne ne pouvait négocier : « Les intérêts d'Etat ne se négocient pas. » Même escalade hiérarchique à la Sollac où les ouvriers en grève constataient qu'on les renvoyait toujours, après les avoir fait copieusement lanterner, « à Paris, où tout se décide ».

Ce mécanisme ne signifie pas que tout le pouvoir soit concentré à un pôle de la société et absent partout ailleurs. Au contraire le fait que les moindres luttes revendicatives se heurtent à des choix et des options centraux témoigne de l'omniprésence du pouvoir qui charpente l'ensemble de la société. La vogue des thèmes anti-autoritaires vient en partie de ce que ce pouvoir fort tisse partout le réseau de sa hiérarchie coiffée d'un Bonaparte (et quand le Bonaparte est congédié, il manque ; cf. la bourgeoisie française après le départ de de Gaulle).

Donc, l'instauration de l'Etat fort ne signifie pas l'apparition d'un vaste champ de manœuvres unitaires où le P.C. aurait tout le loisir de rassembler les mécontents, au travers de luttes économiques et revendicatives, pour faire pression sur des alliés possibles. Au contraire, il signifie une marge de manœuvre réduite pour les luttes strictement économiques, et la présence permanente en filigrane de toute lutte, du problème du pouvoir.

Ce problème du pouvoir est posé partout et quotidiennement. Plus l'Etat est au service de « la société » (c'est-à-dire de la classe dominante) plus l'Etat pénètre les pores de la société. « A l'instant où l'Etat semble se faire société, la société se fait Etat. » C'est-à-dire que la répression de l'Etat contre les classes exploitées se situe partout dans la société (au niveau de l'entreprise, de l'université, de l'information, des loisirs). La force de répression spéciale de l'Etat, police ou armée, n'apparaît que comme l'auxiliaire de l'ordre établi, le garant et le secours d'une répression déjà à l'œuvre dans les rapports économiques et sociaux.

La crise des partis traditionnels est l'une des conséquences de la décadence du pouvoir législatif du parlementarisme bourgeois. Cette crise et la fragilité du pouvoir qui en résultent provoquent un renforcement de l'exécutif et de l'Etat fort sous la forme du pouvoir personnel, du bonapartisme.

7. LE BLOC MODERNISTE

Poussé par la concurrence économique accrue, s'appuyant sur la social-démocratie classique, domestiquée, au sein de la classe ouvrière, la bourgeoisie organisée autour de l'Etat fort met en œuvre une politique moderniste d'auto-réforme du système capitaliste. Poussé en avant par la concurrence, faute de quoi il tombe dans la dépendance économique et politique de puissances impérialistes plus fortes, le bloc au pouvoir est obligé d'abandonner une politique conservatrice qui accumule son retard et le condamne à terme. La passivité du mouvement ouvrier traditionnel, social-démocrate et stalinien, lui laisse la possibilité de jouer encore les novateurs. L'instauration de l'Etat fort lui donne l'autorité et les moyens politiques nécessaires pour profiter de ce sursis inespéré.

Face à l'Etat Fort, les partis ouvriers traditionnels croient qu'il suffit d'additionner les revendications démocratiques et anti-fascistes aux revendications économiques immédiates. Ils reprennent le programme minimal et le programme maximal en tronquant les proclamations socialistes du programme maximal en des proclamations démocratiques bourgeoises destinées à regrouper le peuple anti-monopoliste contre la nouvelle féodalité des monopoles. Ce n'est pas pourtant avec des souvenirs jacobins qu'on lutte contre l'Etat fort.

II. — LE MOUVEMENT OUVRIER A L'EPOQUE DE LA DECADENCE IMPERIALISTE

A l'époque de la décadence impérialiste, la structure du pouvoir bourgeois se modifie dans le sens que nous avons vu. Le mouvement ouvrier ne peut continuer en ignorant ces modifications. Il se transforme lui-même dans la mesure où change le terrain sur lequel il évolue. Trotsky évoque cette évolution : « Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement au sein d'une même organisation de masse ne peuvent plus exister longtemps. Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. »

Il s'agit de comprendre les ressorts de cette transformation.